

l'administration, ne peut se trouver que dans l'éducation nationale. » Quand il s'agit d'opérer sur la conscience d'un peuple, les réformes législatives ont peu de force. Il n'y a ni gouvernement ni progrès possible, avec une nation démoralisée. La première et la plus urgente des réformes est celle des individus.

A un autre point de vue, l'ouvrage de M. Minghetti doit nous intéresser en ce qu'il nous révèle le soin et l'ardeur qu'on apporte chez nos voisins à l'étude des problèmes sociaux.

Aux prises avec des difficultés sans nombre, les hommes d'État de la Péninsule (ceux du moins qui sont dignes de ce nom) ont leur attention sans cesse éveillée sur les affaiblissements de l'unité nationale et de l'ordre social. Ils ne pensent pas que la science politique s'improvise mieux qu'une autre, et c'est aux abstractions des théoriciens comme aux expériences des praticiens qu'ils demandent les secrets d'un bon gouvernement. Il n'est pas de problème, si petit soit-il, en administration, en diplomatie, en finances, qu'ils ne discutent avec minutie. Les livres s'entassent, les journaux et les revues se remplissent de monographies consciencieuses.

Pour ma part, je trouve cette ardeur louable et ce zèle patriotique. J'aime mieux, dans ces matières si importantes et si délicates, voir pécher par excès d'études et de scrupules que faiblir par une ignorance présomptueuse, et je me rappelle souvent le mot de M. Taine : « On ne devient pas du jour au lendemain législateur ou administrateur, et la raison en est qu'on ne devient pas du jour au lendemain médecin ou chirurgien. »

A. PALMARINI.

---